



Pôle « campements illicites et résorption des bidonvilles »

Etat des lieux national des campements illicites, grands squats et bidonvilles

Avril 2017 (9^{ème} édition)

Depuis décembre 2012, la Dihal réalise chaque semestre un état des lieux national des campements, bidonvilles et grands squats en France sur la base des données communiquées par ses correspondants départementaux. Après celle de novembre 2016, cette 9^{ème} enquête nationale a été conduite en avril 2017.

En bref

Environ **16 000 personnes*** ont été recensées en avril 2017 dans des campements illicites, grands squats et bidonvilles sur **571 sites** en France métropolitaine.

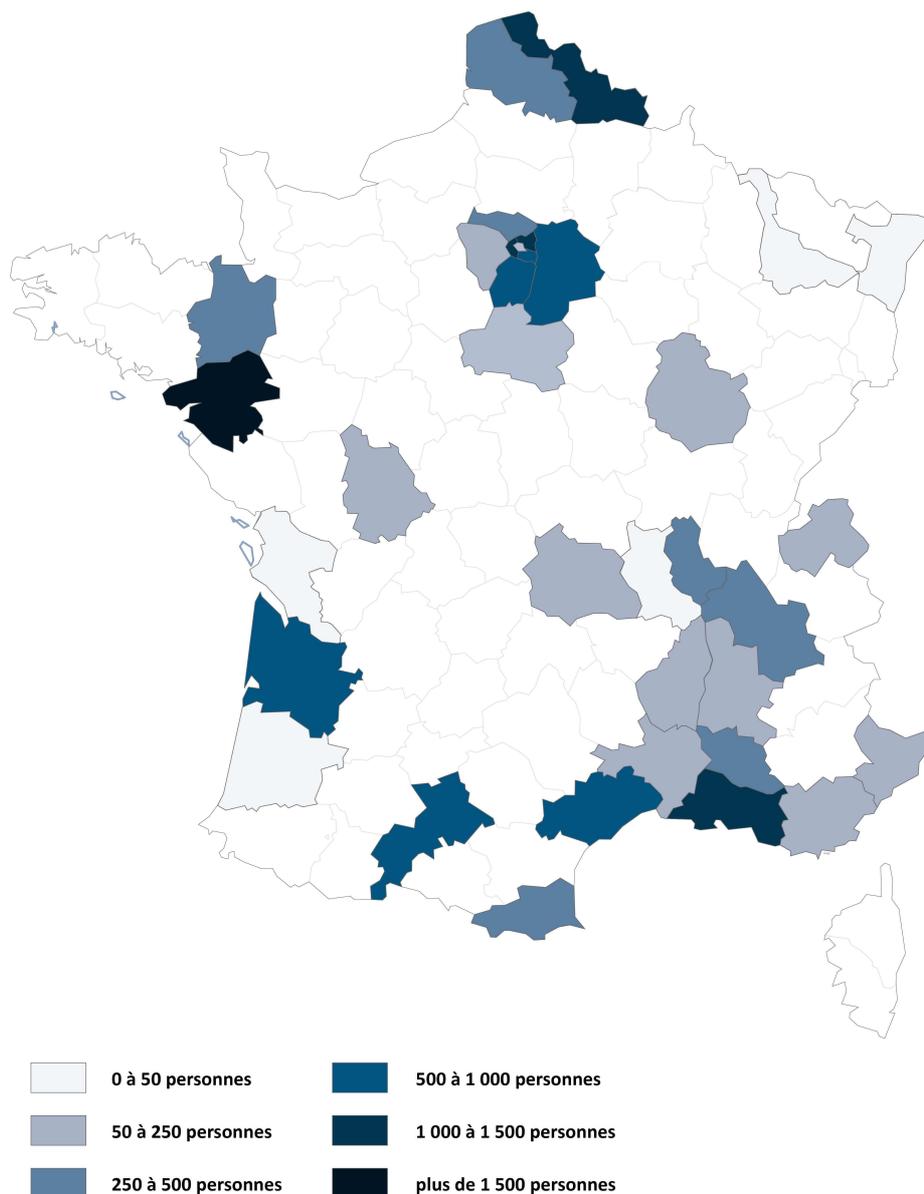
Sur les **36 départements concernés**, 113 sites (20%) se trouvent en Ile-de-France et 450 (80%) hors Ile-de-France. Environ **6 000 habitants** de bidonvilles et squats ont été recensés en **Ile-de-France**, soit 38% de la totalité des habitants de campements illicites en France métropolitaine.

Sur **325 campements représentant 66% de la population recensée totale**, **3 600 mineurs** ont été recensés. Sur les campements pour lesquels cette donnée a été renseignée, les mineurs représentent environ **36% de la population totale**.

Ces données restent **globalement stables à l'échelle nationale** et comprises dans la fourchette des **15 000 à 20 000 personnes**. Pour mémoire, la précédente enquête en octobre 2016 recensait environ 15 600 personnes sur 539 sites.

*Le chiffre exact est de 16 084 personnes selon les données transmises.

Répartition territoriale des personnes vivant en campements, squats et bidonvilles



Répartition des populations vivant en campements illégitimes, bidonvilles et squats

A l'échelle régionale

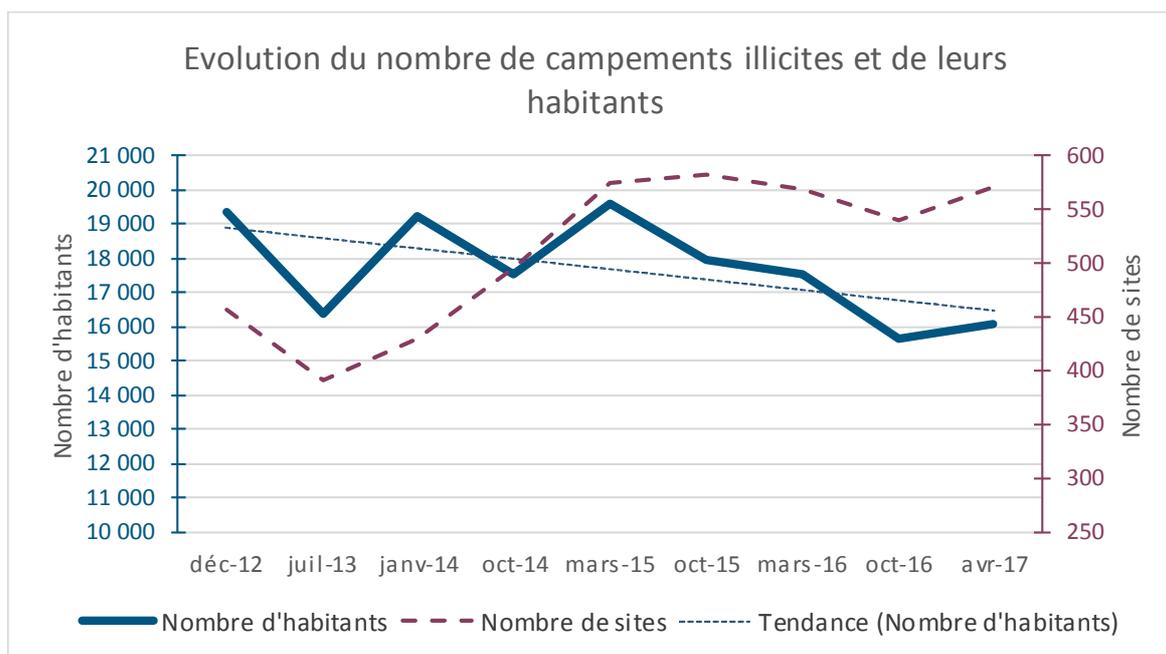
Les 5 régions les plus concernées regroupent environ 82% de l'ensemble des personnes recensées dans des campements : **Ile-de-France** avec 38% des personnes recensées sur l'ensemble du territoire national ; **Occitanie, Pays-de-la-Loire, Provence-Alpes-Côte-D'azur** avec chacune 12% des personnes recensées ; **Hauts-de-France** avec 10% des personnes recensées sur l'ensemble du territoire national.

A l'échelle départementale

Les 5 départements les plus concernés regroupent environ 45% des personnes recensées vivant dans des campements, grands squats et bidonvilles : la **Loire-Atlantique** avec environ 12% de la population recensée sur l'ensemble du territoire national ; la **Seine-Saint-Denis** avec environ 9% de la population recensée ; les **Bouches-du-Rhône, le Nord et les Hauts-de-Seine** avec chacun environ 8% de la population recensée sur l'ensemble du territoire.

Evolutions à l'échelle nationale

Le nombre de personnes sur l'ensemble du territoire a légèrement augmenté entre octobre 2016 et avril 2017 : il est passé **d'environ 15 600 personnes à 16 000 personnes**, soit une **hausse non significative de 2,5%**. On observe à l'échelle nationale des évolutions hétérogènes. Ce nombre reste globalement stable depuis 2012, compris dans une fourchette de 15 000 à 19 000 personnes. Alors même que la méthode du recensement s'affine, une baisse tendancielle du nombre de personnes recensées peut être soulignée sur les cinq dernières années. En parallèle, le nombre de sites a connu une légère hausse de 6% passant de 541 sites recensés à 571 entre octobre 2016 et avril 2017.



	Décembre 2012	Juillet 2013	Janvier 2014	Octobre 2014	Mars 2015	Octobre 2015	Mars 2016	Octobre 2016	Avril 2017
Nombre de personnes	19 400	16 400	19 200	17 500	19 600	17 900	17 500	15 600	16 000

Evolutions dans les départements

Pour l'analyse des évolutions dans les départements, les chiffres bruts ont été utilisés pour plus de clarté. Ces chiffres doivent être utilisés avec prudence (cf. encadré en page 2).

Des mouvements en Ile-de-France

Les baisses les plus importantes en nombre sont observées en **Seine-Saint-Denis** (de 2 125 à 1 490 entre octobre 2016 et avril 2017), en **Essonne** (de 1 022 à 610 sur la même période) et à **Paris** (de 358 à 115).

Cependant, dans le même temps, les hausses les plus importantes ont eu lieu dans les **Hauts-de-Seine** (de 327 à 932 d'octobre 2016 à avril 2017), dans le **Val-de-Marne** (de 524 à 990 sur la même période), et en **Seine-et-Marne** (de 578 à 877).

Or, le recensement total en **Ile-de-France** évolue peu (de 5 700 en octobre 2016 à 6 000 en avril 2017), par conséquent, ces variations de population sont probablement dues à des déplacements de populations d'un campement à un autre à l'intérieur de la région.

Des baisses liées à des stratégies de résorption

En **Haute-Garonne**, on observe une diminution de 25% du nombre d'habitants en bidonvilles et squats, de 800 personnes en octobre 2016, à 600 personnes en avril 2017. Dans le dernier recensement, le département avait déjà connu une baisse de 36%. Ces diminutions s'expliquent par la mise en place d'une stratégie de résorption partenariale et territoriale.

Dans le **Bas-Rhin**, la stratégie territoriale et partenariale initiée par la Ville de Strasbourg a porté ses fruits : il ne reste qu'un bidonville dans l'agglomération de Strasbourg, à comparer aux 14 campements recensés en janvier 2014. La population recensée est passée de 424 personnes en janvier 2014 à 18 en avril 2017, après une baisse continue.

Les départements du **Pas-de-Calais** et des **Pyrénées-Orientales** ont également vu leur population vivant en bidonvilles et squats diminuer de manière significative : de 528 à 312 pour les Pyrénées-Orientales, et de 487 à 347 pour le Pas-de-Calais. La baisse dans les Pyrénées-Orientales s'explique notamment par un travail associatif permettant de résorber plusieurs campements (19 à 15 campements recensés entre octobre 2016 et avril 2017). Le nombre de campements a également connu une baisse dans le Pas-de-Calais (18 à 15 campements recensés sur la même période).

Des hausses dans certains départements

En **Loire-Atlantique**, le nombre de personnes recensées a augmenté entre octobre 2016 et avril 2017 : de 1755 personnes à 1975 personnes, soit une augmentation de 12,5%. Le département de la Loire-Atlantique est ainsi le premier département en nombre de personnes vivant dans les campements illicites et bidonvilles. Trois principales raisons sont avancées pour expliquer cette variation : changement d'indicateurs (un effort d'harmonisation des outils de diagnostics dans le département), installation de nouveaux campements (+3 entre octobre 2016 et avril 2017) et mobilité de certaines personnes (migration « pendulaire » intra-nationale et transnationale).

Dans le **Nord**, une légère hausse de 4%, soit une cinquantaine de personnes, peut être soulignée (de 1 230 personnes ont été recensées en avril 2017, contre 1 180 personnes en octobre 2017). Cette hausse intervient après une baisse importante de 30% sur la période 2015-2016.

Des hausses liées à l'évolution des méthodes de mesure

Les départements du **Var** et du **Vaucluse** ont connu respectivement une hausse de 159% et 155%. Ces hausses s'expliquent avant tout par des **évolutions méthodologiques du recensement**. Ainsi, un changement d'indicateurs en vue d'un diagnostic plus approfondi des populations et une meilleure connaissance du terrain peuvent expliquer une évolution à la hausse du nombre de personnes vivant dans les campements, grands squats et bidonvilles dans ces deux départements.

Dans l'**Hérault**, le nombre de personnes recensées a augmenté de 28% d'octobre 2016 à avril 2017 (de 720 personnes à 920 personnes recensées). De la même manière, une meilleure connaissance du terrain par les associations désormais présentes sur tous les sites explique l'augmentation du nombre de personnes recensées.

Des évolutions de méthode expliquent également les variations observées dans le **Morbihan** et la **Seine-Maritime**.

Analyse détaillée des sites recensés

Taille de sites

Dans cette édition, il apparaît que sur les 495 sites pour lesquels cette donnée a été renseignée, 55% des personnes habitent dans des implantations de taille moyenne (de 10 à 99 personnes). Les 6% des sites les plus peuplés (supérieur à 100 personnes) concentrent 39 % des habitants, tandis que 6 % des personnes recensées habitent dans des implantations de moins de 10 personnes (46% de sites). Ces données restent stables par rapport aux dernières enquêtes réalisées.

Types de sites

Dans cette édition, sur les 416 sites pour lesquels cette donnée a été renseignée, sur un total de 571 sites (soit un taux de réponse de 72%), il apparaît que les **terrains** représentent environ **43 %** des sites, tandis que les **immeubles bâtis** sont en proportion légèrement plus élevés (**57%**) ;

A noter qu'en octobre 2016, les immeubles bâtis représentaient 51 % des sites, les terrains étaient en proportion un peu moindre (47%). Entre 2015 et 2016, les sites étaient majoritairement des terrains (52%) et plus faiblement des immeubles bâtis (48%).

Types de propriétaires

L'enquête fait ressortir que sur les 393 sites (soit un taux de réponse de 68%) pour lesquels cette donnée a été renseignée, il apparaît que :

- **51 %** des sites appartiennent à un **propriétaire public** ;
- **48 %** des sites appartiennent à un **propriétaire privé** ;
- **2%** des sites appartiennent à un **propriétaire public et privé** ;

A noter que le ratio s'est inversé entre octobre 2016 et avril 2017 : en octobre 2016, la proportion de sites appartenant à un propriétaire public était moins élevée (47%) tandis que la proportion de sites appartenant à un propriétaire privé était plus élevée (52%).

Par ailleurs, en octobre 2015, un ratio plus élevé pour les sites appartenant à un propriétaire public (53%) était observé tandis que celui des sites appartenant à un propriétaire privé (45%) était moindre.

Durée d'installation

Sur les 316 sites pour lesquels cette donnée a été renseignée (sur un total de 571 sites, soit un taux de réponse de 55 %), il apparaît que :

- **44 %** des sites sont **installés depuis moins d'un an** ;
- **26 %** des sites ont **entre 1 et 2 ans d'ancienneté** ;
- **21 %** des sites ont **entre 2 et 5 ans d'ancienneté** ;
- **9 %** de sites ont **plus de 5 ans d'ancienneté**.

A noter que la proportion de sites installés depuis moins d'un an a augmenté par rapport à octobre 2016 (35%). A l'inverse, la proportion de sites existant depuis 1 à 2 ans et depuis 2 à 5 ans a baissé par rapport à octobre 2016 (respectivement 31% et 27%). Une tendance à la hausse est observée pour les sites existant depuis plus de 5 ans par rapport à octobre 2016 (7%).

Tableau récapitulatif le nombre de personnes recensées et le nombre de sites recensés

Régions	N°	Département	Nombre d'habitants bidonvilles	Nombre de campements	Rappel Octobre 2016	Différence	Evolution
IDF	93	Seine-Saint-Denis	1 490	33	2 125	-635	-30%
IDF	91	Essonne	610	17	1 022	-412	-40%
IDF	75	Paris	115	4	358	-243	-68%
OCCITANIE	66	Pyrénées-Orientales	312	15	528	-216	-41%
OCCITANIE	31	Haute-Garonne	611	8	810	-199	-25%
HDF	62	Pas-de-Calais	347	23	487	-140	-29%
IDF	95	Val-d'Oise	492	14	618	-126	-20%
BRETAGNE	56	Morbihan	0	0	114	-114	-100%
AVERGNE-RHÔNE-ALPES	42	Loire	16	1	64	-48	-75%
CENTRE-VAL-DE-LOIRE	45	Loiret	143	36	169	-26	-15%
BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE	21	Côte-d'Or	104	7	127	-23	-18%
NORMANDIE	67	Bas-Rhin	18	1	26	-8	-31%
NOUVELLE-AQUITAINE	17	Charente-Maritime	5	1	12	-7	-58%
AVERGNE-RHÔNE-ALPES	38	Isère	422	19	425	-3	-1%
AVERGNE-RHÔNE-ALPES	74	Haute-Savoie	120	3	122	-2	-2%
GRAND-EST	57	Moselle	44	1	46	-2	-4%
NORMANDIE	76	Seine-Maritime	23	4	23	0	0%
NOUVELLE-AQUITAINE	40	Landes	4	2	4	0	0%
BRETAGNE	35	Ille-et-Vilaine	263	10	259	4	2%
NOUVELLE-AQUITAINE	86	Vienne	50	4	41	9	22%
OCCITANIE	30	Gard	51	3	34	17	50%
IDF	78	Yvelines	218	3	187	31	17%
AVERGNE-RHÔNE-ALPES	63	Puy-de-Dôme	120	4	79	41	52%
NOUVELLE-AQUITAINE	33	Gironde	917	92	870	47	5%
HDF	59	Nord	1 232	52	1 184	48	4%
PACA	06	Alpes-Maritimes	200	3	151	49	32%
PACA	13	Bouches-du-Rhône	1 276	36	1 218	58	5%
AVERGNE-RHÔNE-ALPES	07	Ardèche	107	5	35	72	206%
AVERGNE-RHÔNE-ALPES	69	Rhône	276	43	175	101	58%
PACA	83	Var	171	8	66	105	159%
PACA	84	Vaucluse	311	11	122	189	155%
OCCITANIE	34	Hérault	916	17	716	200	28%
PAYS DE LA LORIE	44	Loire-Atlantique	1 974	42	1 755	219	12%
IDF	77	Seine-et-Marne	877	15	578	299	52%
IDF	94	Val-de-Marne	990	20	524	466	89%
IDF	92	Hauts-de-Seine	1 259	7	327	932	285%
AVERGNE-RHÔNE-ALPES	26	Drôme	N/A	7	100	N/A	N/A
France			16 084	571	15 639*	445	2,8%

* Données rectifiées

Précautions méthodologiques

- **Ce ne sont pas des données sur l'origine ethnique ou culturelle**
Les données présentées portent sur les campements illégitimes, bidonvilles et grands squats, indépendamment de l'origine ethnique de leurs habitants. **Elles ne permettent pas de comptabiliser le nombre de personnes s'identifiant ou identifiées comme « roms ».**
- **Une photographie à un instant T**
La méthode de collecte des données, par le biais des correspondants départementaux de la DIHAL, se consolide au fil des enquêtes mais **son caractère hétérogène impose la prudence dans l'analyse et l'utilisation de ces données**, en particulier dans l'appréciation des variations d'un recensement à l'autre et dans la précision des données. Des modifications dans la méthode de collecte des données peuvent notamment créer des variations substantielles dans le recensement de certains territoires (changement d'indicateurs, outils du diagnostic plus précis, etc.). **L'enquête présente une photographie à un instant T d'une situation qui évolue régulièrement.**